

ORSTOM

BREST, le 24 juin 1987

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

ANTENNE AUPRÈS DU CENTRE **IFREMER** DE BREST

BP 337 - 29273 BREST Cedex
Tél. 98 22 40 40 - Télex 940627

N

BILAN PROBLÉMATIQUE D'UNE RECHERCHE SUR
LE SECTEUR INFORMEL EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

par
Gilles BLANCHET
Economiste

Fonds Documentaire IRD
Cote : Bx22873 Ex : unique

Communication au 8^{ème} Séminaire d'Economie et de Sociologie
rurales - CIRAD/MESRU - 14-18 septembre 1987 - MONTPELLIER

Fonds Documentaire IRD



010022873

BILAN PROBLEMATIQUE D'UNE RECHERCHE SUR LE SECTEUR INFORMEL EN POLYNESIE FRANCAISE

Cet exposé s'efforce de relater la façon dont ont été mis en rapport la réalité et sa représentation dans des travaux de terrain et dans une démarche d'ensemble qui a permis d'observer pendant plusieurs années la réalité économique et sociale d'un territoire d'outre mer.

1 - L'objet de l'étude : genèse et contexte

L'étude a été menée en Polynésie Française de 1978 à 1986 avec, au départ, comme objectif "l'étude du secteur non structuré (artisanat et petites entreprises) en milieu urbain et périphérique dans une perspective de solution des problèmes de développement et d'emploi de l'économie". Elle se caractérise comme une recherche de base en vue du développement conduite au sein de l'ORSTOM et assortie de collaborations ponctuelles avec les services administratifs territoriaux.

Elle s'inscrit dans la perspective qui, à partir de 1975, assigne à la recherche française la mission de mieux utiliser la science et la technique pour fournir des réponses concrètes aux problèmes majeurs de développement. Elle correspond au souci d'effectuer un travail qui ne soit pas seulement appliqué mais participe à l'effort de solution de problèmes en suspens, afin que ses résultats aient, selon l'expression consacrée, "valeur de pronostic pour les décideurs".

Sa finalité immédiate est utilitaire et l'un de ses buts est de faciliter la mise en oeuvre par les autorités territoriales d'actions concrètes adaptées à une conjoncture de crise et de récession économique. Un tel contexte incite à mettre l'accent sur un développement moins tributaire de l'extérieur, tourné vers la valorisation des ressources locales et s'efforçant de mieux satisfaire les besoins et de mieux répartir les revenus.

Depuis le milieu des années 70, cette orientation constitue un des principaux axes de réflexion d'instances internationales comme le Bureau International du Travail (BIT), la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) ou le Fonds Monétaire International (FMI) qui se tournent vers une meilleure connaissance des activités informelles et la satisfaction des besoins essentiels dans la perspective d'un ordre international plus harmonieux. Elle se voit accorder une place privilégiée dans les politiques de développement mises en oeuvre. L'accroissement des inégalités et le ralentissement de la croissance conduisent à remettre en cause des stratégies de modernisation basées sur l'accumulation de capital, l'industrialisation et les exportations au sein d'un régime de liberté des échanges. Ils incitent à mettre l'accent sur les situations de dépendance et les relations asymétriques qui en découlent et à privilégier un développement autocentré reposant sur une réelle dynamique interne (self

reliance). Les activités de petites dimensions négligées ou sacrifiées à une croissance industrielle extravertie se voient, de ce fait, accorder un nouvel intérêt. Reposant sur la mobilisation des énergies et des ressources propres, recourant à des techniques simples et à une main d'oeuvre abondante, elles sont généralement dirigées vers la demande intérieure et la production de biens de première nécessité. Elles échappent aux critères et aux normes de classification en vigueur et semblent, dans une période d'expansion urbaine, jouer un rôle d'amortisseur de l'exode rural et former, en milieu rural comme en milieu urbain, le creuset de petits entrepreneurs capables de relancer le processus de croissance.

2 - Démarche adoptée et problématique de travail

- Au départ, la recherche se propose d'apprécier le rôle joué dans l'économie polynésienne par les activités qui font partie du secteur informel ou non structuré. Sur le plan théorique, elle vise à mieux cerner de petites unités économiques souvent autonomes qui se caractérisent par la facilité avec laquelle elles se créent ou disparaissent et par la variété des occupations qui leur sont associées. Sur le plan pratique, elle cherche à en évaluer l'importance et la signification dans un milieu qui possède l'embryon d'un tel secteur et se trouve confronté à des problèmes cruciaux d'emploi.

Le secteur informel est alors un paradigme en vogue auquel commencent à être consacrés d'importants travaux pratiques et théoriques. Les premières enquêtes de terrain ont débuté dans la première moitié des années 70 sur le continent africain sous l'égide du BIT. Elles se penchent sur la prolifération de micro-activités qui paraissent liées à l'explosion urbaine du Tiers Monde et semblent jouer un rôle dynamique en matière d'accueil de migrants et de création d'emplois, de biens et de services. A la demande du Ministère de la Coopération, un travail de synthèse sur le sujet est entrepris par l'Institut d'Etudes du Développement Economique et Social (IEDES) sous la direction de Philippe Hugon, professeur d'Economie Politique à l'IEDES et à l'université de PARIS X et également membre du Comité technique d'Economie à l'ORSTOM. Les premiers résultats de ce travail sont rendus publics en 1978.

Ils permettent de poser les premiers jalons d'une recherche dont le domaine d'application devait être précisé après une première prise de contact avec la réalité locale et un survol de son évolution récente. Les contraintes liées à une recherche appliquée en décident autrement et les premières incursions sur le terrain sont faites de façon ponctuelle avec un échéancier précis pour répondre aux demandes des autorités territoriales. Un premier travail consiste à aborder les implications économiques et sociales des activités engendrées par le tournage à Bora Bora d'une série de films par le producteur italien Dino de Laurentis. Les représentants de l'Etat différant puis annulant l'étude, il devient possible de répondre à deux demandes d'évaluation du Conseil de gouvernement dans le domaine de la pêche. Une étude des retombées socio-économiques des activités de la Société de Commercialisation et d'Exploitation du Poisson (SCEP) est entreprise dans un atoll des

Tuamotu à un moment où cette société semi-industrielle rencontre des difficultés dans ses rapports avec les pêcheurs locaux. Un tour d'horizon des petites entreprises privées aquacoles de Tahiti lui fait suite et permet de dresser un bilan de la situation avant que ne soit renouvelée la convention liant le Territoire au Centre National d'Exploitation des Océans (CNEXO).

Ce n'est qu'alors que peut être entamée la recherche proprement dite qui donne lieu, sur le plan pratique, à une analyse rétrospective de l'évolution économique et sociale du Territoire tandis que, sur le plan théorique, se poursuit la réflexion sur la notion de secteur non structuré pour en préciser le contenu, l'utilisation et l'applicabilité dans le contexte polynésien. Ces travaux débouchent sur une approche du secteur informel qui se cantonne à la petite production marchande que Philippe Hugon définit "comme une production à petite échelle où les rapports sociaux internes ne sont pas capitalistes et dont les biens et services sont marchands". Les activités domestiques et communautaires qui restent non marchandes même si elles font l'objet d'échanges onéreux dans le cadre de transactions ou de prestations de services réciproques sont laissées de côté ; n'est envisagée que la partie du secteur non structuré qui peut être à la fois appréhendée en volume et en valeur et appréciée par rapport au secteur capitaliste avec lequel elle est en relations.

Cette démarche répond au souci de disposer d'un instrument conceptuel opératoire et explicite, quitte à ne l'utiliser que comme un sténogramme commode. Elle s'efforce également de tenir compte du contexte. Or, si on excepte les activités productives qui se localisent en milieu rural et font l'objet d'un soutien artificiel (coprah, vanille...), les petites activités marchandes n'ont pas la même extension et la même importance en Polynésie Française que dans d'autres régions du Tiers Monde. Cela tient à la forte emprise de l'Etat métropolitain qui couvre une grande partie des besoins exprimés, au manque de tradition urbaine et aux faibles opportunités de développement d'activités à faible échelle dans l'agglomération de Papeete qui est plus tournée vers l'extérieur que vers le reste du Territoire.

Par ailleurs, un grand nombre de micro-activités se localisent dans le domaine commercial et sont aux mains d'une communauté chinoise qui est d'un abord difficile pour un non autochtone. Après avoir longtemps constituée une minorité défavorisée, elle a su peu à peu améliorer sa situation mais reste encore souvent repliée sur elle-même, enserrée dans des réseaux familiaux complexes et fidèle à sa langue et à sa culture originelles.

Les responsables territoriaux disposent aussi, pour lutter contre les déséquilibres nés de la congestion urbaine, de moyens financiers importants. Ils se soucient moins de recenser en ville les activités de caractère informel que de mettre en oeuvre une politique volontariste de changements freinant l'exode rural et créant de nouvelles opportunités d'emplois dans les îles et dans les "districts" ruraux. Ils se préoccupent moins d'encadrer et de favoriser la multiplication de petites activités faisant appel à l'esprit de débrouillardise individuelle que de mettre en place des projets d'envergure susceptibles

de relayer l'action de la métropole et de diminuer la dépendance à son égard. A l'aide d'une assistance technique et financière et d'une action parallèle de formation, ils essaient notamment de créer des activités de substitution d'importations et de faire évoluer les activités existantes du stade artisanal à un stade semi-industriel ou industriel, de manière à en augmenter les perspectives et les retombées.

Le souci de tenir compte de ces données et de conférer à la recherche un caractère opérationnel l'oriente vers l'analyse de la petite production dans les deux secteurs de la pêche et du tourisme qui sont généralement considérés comme les activités les plus importantes et les plus prometteuses du Territoire. Leur étude est resituée dans son contexte politique, économique et social. Elle est aussi replacée dans une perspective historique afin d'en comprendre le cheminement et de voir comment elle s'articule avec d'autres formes de production.

- La situation prévalante et les préoccupations exprimées par les autorités territoriales et étatiques ont ainsi conduit à modifier la problématique de départ dans un sens plus précis et concret et à se demander comment au sein des politiques mises en oeuvre s'opère la jonction de spéculations abstraites et de nécessités concrètes. La première question qui se pose est de savoir si une petite production locale est capable de prendre le relais d'une croissance impulsée par la métropole et de favoriser la mise en oeuvre d'un processus de développement plus autonome ? L'idée sous-jacente est qu'aujourd'hui la recherche d'une autonomie complète est illusoire et qu'un développement véritable ne peut se concevoir sans une prise en charge au moins partielle de leurs destinées par les intéressés. Cette aptitude à le faire semble aussi fondamentale que la couverture des besoins vitaux et, à défaut de ressources de premier plan, c'est à un niveau modeste, à travers une petite production impulsée de la base, qu'elle peut sans doute le mieux se concrétiser.

Une telle perspective reste aléatoire dans la mesure où l'évolution de l'économie est toujours largement dépendante du CEP et de l'intervention de la métropole qui est elle-même tributaire de la politique adoptée en matière d'expérimentations nucléaires. De ce fait, le développement d'une petite production autochtone ne reçoit qu'une attention limitée et risque de rester insuffisant dans la plupart des secteurs d'activité, y compris ceux privilégiés de la pêche et du tourisme. A cette difficulté s'ajoute celle d'un environnement régional dont le poids va croissant et dont l'hostilité aux activités nucléaires fait l'objet d'un consensus renforcé.

3 - Méthodes et instruments d'observation

A- Méthodes de travail

Comme en témoigne l'évolution de la problématique initiale, la méthodologie employée se caractérise par un effort pour mener de front et de façon successive un travail d'analyse et de synthèse, un travail

d'enquête et un travail de réflexion sur les données recueillies, les faits nourrissant la réflexion et celle-ci poussant à compléter ou à réorienter la collecte d'informations. Cette façon de procéder est autant le fruit des circonstances que le résultat d'une démarche longuement mûrie. Les modalités d'exécution du travail et sa durée même ne lui ont permis de se concrétiser qu'à l'intérieur d'un calendrier décousu et au prix d'un certain empirisme. Les discontinuités dans sa mise en oeuvre ont cependant permis d'en renforcer progressivement la cohérence et, à chaque étape, une réflexion critique s'est efforcée d'ajuster la démarche adoptée.

Les évaluations d'opérations de développement faites à la demande des autorités locales ont ainsi fourni l'occasion de situer le travail de terrain dans son contexte. Elles ont conduit à analyser les difficultés rencontrées à la lumière des objectifs poursuivis et elles ont donné de l'épaisseur à la réalité étudiée. Dans l'immédiat et d'un point de vue synchronique, elles ont fait mieux comprendre les problèmes posés et les points de vue en présence. D'un point de vue diachronique, elles ont permis d'en retracer la trajectoire temporelle et d'en analyser les ressorts et les implications.

Quant au travail d'enquête proprement dit, il emprunte ses outils conceptuels à diverses disciplines de sciences humaines et, afin de balayer le plus largement la réalité étudiée, recourt aux méthodes de l'économie politique et de la sociologie comme à celles de l'histoire ou de l'ethnologie. Sur le plan pratique, il jumelle chaque fois que cela s'avère possible la collecte d'informations chiffrées statistiquement significatives et des études approfondies fournissant des informations quantitatives et qualitatives, sans préjuger de la supériorité d'une démarche sur l'autre.

Cette façon de procéder s'appuie sur un certain nombre de considérations qu'il convient de préciser :

-La praxis qui oriente la recherche ne peut dissimuler le fait que la logique du développeur n'est pas celle du développé et que leur cheminement comme leurs perspectives diffèrent. Leur rencontre entraîne moins le passage de la première à la seconde que leur coexistence au sein de nouvelles configurations qui procèdent de l'une et de l'autre. Conjuguant à des degrés divers la rationalité (ou le manque de rationalité) occidentale et autochtone, ces configurations sont souvent précaires et mouvantes. Leur appréhension suppose une connaissance en profondeur du milieu étudié qui dépend plus du temps qui y est consacré que de l'emploi de techniques d'investigation sophistiquées.

-La prise en considération de ces différences invite à considérer avec une certaine circonspection des stratégies de développement qui privilégient indûment un mode de pensée ou ne saisissent la réalité qu'à partir de spéculations abstraites ou de schémas réducteurs. Le recours à l'histoire et au politique, qui en constitue un champ d'intervention privilégié, permet de ne pas se cantonner à la description d'évidences premières et de déboucher sur des explications plus satisfaisantes. Le même souci conduit à juxtaposer des analyses monographiques et statistiques et à combiner une approche globale et une approche

ponctuelle de l'économie polynésienne. Il pousse à dépasser les dichotomies établies entre macro et micro-économie ou entre qualitatif et quantitatif sur la base de critères plus idéologiques que scientifiques. Chacune de ces approches est considérée comme complémentaire de celle qui lui est opposée et, loin de lui être subsidiaire, s'inscrit dans une optique différente, compréhensive dans un cas, extensive dans l'autre. L'une permet de mieux rendre compte de la complexité du réel, l'autre de le simplifier, et de se livrer à des comparaisons ou des extrapolations. L'une privilégie la continuité et ce qui est homogène, l'autre souligne les ruptures et ce qui est hétérogène.

B-Instruments d'observation

Comme la problématique mise en oeuvre, la méthodologie de la recherche a été approfondie en cours de route. L'organisation de la collecte et le traitement de l'information ont eux-mêmes fait l'objet d'approximations successives dont peut difficilement rendre compte un aperçu rétrospectif.

1) organisation de la collecte

a) La collecte a débuté grosso modo par une étude générale des sources disponibles et elle s'est poursuivie par des enquêtes de terrain. L'inventaire des informations existantes a coïncidé avec une première prise de contact avec les responsables administratifs territoriaux ; elle a permis d'explicitier la démarche entreprise et de comprendre les grandes lignes de fonctionnement de leurs services. Les principaux documents consultés ont été les recensements périodiques de la population, les comptes économiques de l'INSEE, les bilans et documents préparatoires des plans quinquennaux, les rapports annuels de Services techniques et les ouvrages et articles d'intérêt général consacrés à l'évolution politique, économique et sociale du Territoire. Ont été examinés les rapports de missions émanant de l'Assemblée Nationale, du Sénat ou du Conseil Economique et Social comme ont été parcourus les principaux discours politiques prononcés dans des circonstances particulières ou à l'occasion des ouvertures de sessions de l'assemblée territoriale ou du Comité économique et social. Ces investigations ont été complétées par un dépouillement systématique du principal quotidien local pendant toute la période couverte par l'étude.

De façon ponctuelle, les incursions effectuées dans les secteurs de la pêche et du tourisme ont donné lieu à une démarche plus précise : recension et étude systématique des informations et données accessibles, revue de presse sur le sujet abordé et rencontre des personnalités compétentes susceptibles de contribuer par leur expérience à une meilleure connaissance des problèmes en suspens. Ce tour d'horizon a fourni un premier aperçu des points de vue en présence, des stratégies mises en oeuvre et de leurs problèmes d'application et ces matériaux ont servi à élaborer une approche du terrain qui ne soit pas trop empirique et superficielle.

b) La procédure d'enquête elle-même s'est décomposée en deux phases distinctes, la collecte systématique d'informations étant précédée par un travail de préparation.

-Le travail de pré-enquête a consisté à appréhender concrètement le milieu étudié et à expliciter la démarche adoptée pour répondre à l'attente de la population enquêtée et minimiser les attitudes de méfiance ou de rejet de sa part. Pour cela, deux procédés ont été utilisés. Le premier a été de recourir à la médiation d'autorités locales administratives, politiques ou religieuses qui, plus ouvertes sur l'extérieur, peuvent mieux comprendre et expliquer aux intéressés le sens de l'intervention effectuée. Cette médiation a parfois abouti à la convocation de l'assemblée du village et à l'exposition publique et contradictoire du projet affiché et de ses modalités de réalisation.

Le second procédé, a été, en même temps, de se familiariser avec la réalité locale et de fréquenter les endroits publics qui constituent dans les atolls ou les îles hautes les lieux habituels de rencontre des habitants : embarcadère, bureau de poste, terrain de sport, édifices de culte, magasin d'alimentation, etc.. Le bar qui fait souvent fonction d'épicerie et de salle de jeux a constitué, à ce titre, un observatoire privilégié ; tout en multipliant les occasions de contacts et d'échanges spontanés, il banalise l'étranger de passage et lui permet de mieux expliquer son rôle et de sélectionner, le cas échéant, un adjoint d'enquête parmi les villageois disponibles.

-Au bout de deux ou trois jours, l'enquête proprement dite peut démarrer en s'appuyant sur les informations déjà collectées. Elle consiste, dans des atolls où les effectifs sont souvent inférieurs à 200 habitants, en interviews systématiques de l'ensemble de la population ou du segment visé par l'étude (pêcheurs ou petits hôteliers). Il s'agit d'entretiens semi-directifs, en apparence informels et spontanés, dont la trame a été préalablement élaborée dans ses grandes lignes. Les informations de base à obtenir ont été précisées par ordre d'importance décroissante et consignées sous une forme concise dans un petit mémorandum qui peut être discrètement consulté à tout moment. Les enquêtés ne sont pas soumis à un questionnaire formalisé pas plus que ne sont prises des notes manuscrites ni utilisés d'appareils enregistreurs en leur présence. Le but est de donner l'apparence d'une libre conversation aux propos échangés mais aussi d'en ressaisir le fil conducteur lorsqu'ils tendent à s'en écarter.

L'interview une fois terminée, un relevé succinct des informations délivrées est opéré pour les garder en mémoire, les confronter avec celles déjà obtenues et les tester dans les entretiens suivants. D'une interview à l'autre, les informations collectées sont ainsi mises à l'épreuve et contrôlées en même temps qu'elles servent à aller de l'avant. Chaque soir, elles sont retranscrites en clair en s'appuyant sur les notes de travail de la journée. Le lendemain matin, un bilan provisoire est dressé afin de préciser et ajuster le canevas d'enquête.

Les informations obtenues se nourrissent ainsi les unes les autres et leur confrontation successive auprès des intéressés permet d'en évaluer

le degré de validité. A la fin de la procédure d'enquête, un tour d'horizon général et une synthèse de leur contenu sont effectués et les points demeurés obscurs font l'objet d'un travail de contrôle et d'approfondissement auprès des intéressés ou, en cas d'impossibilité, auprès d'interlocuteurs apparemment qualifiés pour y répondre.

2) traitement de l'information

De retour à Papeete, les données collectées sont, à nouveau, testées et confrontées aux informations complémentaires délivrées par des responsables administratifs et techniques territoriaux ou des agents de services commerciaux ou bancaires.

Les informations chiffrées sont confrontées aux statistiques disponibles et celles-ci sont elles-mêmes reclassées et ordonnées de façon à constituer des séries longues permettant des comparaisons dans l'espace et dans le temps. Ce dernier exercice est parfois rendu difficile par des discontinuités dans la collecte, des sources hétérogènes ou des bases d'évaluation changeantes. Lorsqu'il n'est pas possible d'y remédier, les discordances sont analysées et commentées et les sources d'information indiquées de façon précise de façon à lever toute ambiguïté et permettre au futur lecteur de se forger son opinion en connaissance de cause.

Les informations plus qualitatives sont elles-mêmes l'objet de mises à l'épreuve et de recoupements. Les points de vue divergents sont exposés et, si possible, soumis à l'épreuve des faits. Lorsque cette confrontation ne peut être faite, leurs soubassements et leurs implications sont approfondis et l'interprétation personnelle qui peut en être proposée est présentée comme telle et non comme allant de soi.

Les enseignements du terrain ont également été complétés par une insertion temporaire dans des structures de réflexion liées aux sujets d'étude : séances de travail sur le tourisme au Comité économique et social (CES), à l'Office de Développement du Tourisme (ODT) et à la Mission d'aide technique du Haut-Commissariat. Dans le domaine de la pêche, des relations de travail régulières ont été entretenues avec l'Etablissement de Valorisation des Activités Aquacoles et Maritimes (EVAAM) ; les études effectuées ont également été replacées dans un cadre plus général à l'occasion de missions de représentation du gouvernement local auprès de la Commission du Pacifique Sud (CPS) ou lors de colloques internationaux comme celui sur les récifs coralliens à Tahiti en 1985. Sur un plan encore plus général, un séjour à l'Université du Pacifique Sud à Fidji a permis d'élargir l'horizon à cette région et de situer la Polynésie Française par rapport à son environnement géographique immédiat aussi bien que par rapport à la métropole.

4 - Résultats obtenus

La recherche a débouché sur une rétrospective générale de l'évolution de l'économie polynésienne au cours des 25 dernières années et sur une

série d'études ponctuelles dans les domaines de la petite hôtellerie et de la pêche artisanale. Ces travaux permettent, au stade actuel de la réflexion, de se livrer aux remarques suivantes :

-L'extension de la petite production marchande reste limitée alors que le processus de concentration des richesses et de paupérisation urbaine tend à s'accroître. Elle semble découler de l'importance du rôle de l'Etat qui tend à intervenir de plus en plus pour réduire les déséquilibres existants et pourvoir aux besoins fondamentaux non couverts par le système en place. Dans les secteurs étudiés, les petites activités sont en prise étroite avec le reste de l'économie ; elles subissent le contrecoup d'une concurrence extérieure qu'aggrave la crise et elles dépendent très largement de l'intervention des pouvoirs publics.

On peut y voir des structures provisoires dans la mesure où s'y mêlent tradition et modernité, des comportements domestiques et une ouverture sur l'espace marchand, dans la mesure également où elles peuvent avoir une fonction d'apprentissage. Mais, elles n'apparaissent pas comme des structures de transition permettant un passage graduel de l'artisanat à un stade semi-industriel ou industriel. Le surplus éventuellement dégagé tend à se diluer dans les circuits familiaux quand il n'est pas ruiné par des stratégies et comportements apparemment inadaptés (parasitisme, conduites de prestige, consommations improductives..).

Quant à leur disparition ou stagnation, elle semble s'expliquer par une sorte de seuil résultant d'une inexpérience dans la gestion, d'une main d'œuvre non qualifiée et d'un horizon économique limité qui fait que les entrepreneurs n'arrivent pas à rationaliser leur production et à optimiser le rendement de leur capital lorsqu'ils en ont l'opportunité et que cela s'avère nécessaire.

-Sur un plan plus général, la réalisation d'un développement plus autonome paraît compromise par des relations de dépendance accrue qui font du développement autocentré un mot d'ordre convenu à caractère incantatoire plus qu'une réalité tangible. Dans le cadre d'une autonomie politique élargie, on assiste, au contraire, à un renforcement de la sujétion financière et économique du Territoire et à un accroissement de l'aide dont il bénéficie et dont il devient de plus en plus tributaire même s'il dispose de plus de latitude pour son utilisation. Les mesures adoptées s'orientent d'ailleurs moins vers la recherche d'une autosuffisance alimentaire et le développement d'activités productives que vers la création d'emplois administratifs, l'extension de la couverture sociale et un effort de distribution qui permet d'éviter le développement d'inégalités explosives mais s'attaque aux effets plus qu'aux causes.

5 - Problèmes rencontrés et limites de la démarche suivie

En dehors d'impératifs professionnels qui n'ont pas toujours coïncidé avec une démarche scientifique elle-même fluctuante, les problèmes rencontrés ont été d'ordre pratique et ont concerné la collecte d'informations et leur interprétation.

A - Problèmes rencontrés

- En matière de collecte, la principale difficulté a été de reconstituer dans le temps des séries statistiques homogènes et fiables, qu'il s'agisse de données chiffrées en matière d'effort de pêche ou de flux touristiques ou, plus encore, d'agrégats caractéristiques de l'économie. Les recensements de la population, les comptes économiques, l'indice des prix à la consommation familiale aussi bien que les statistiques d'emploi ou les nomenclatures douanières voient régulièrement leurs bases se modifier sans qu'en soient toujours précisées les modalités si bien que les données récentes ne sont pas toujours compatibles avec les précédentes.

Ce manque de cohérence s'explique par une variété de raisons. Jusqu'en 1980, date de la création d'un Institut territorial de la statistique, il n'y a pas eu sur place de véritable base permanente de saisie des données alors que le rythme d'évolution de l'économie et l'irrégularité dans l'établissement de ses comptes ont rendu les bases d'évaluation rapidement caduques. Les rétrospectives partielles faites pour les besoins du Plan ou à l'occasion d'une mission de relance le sont par des experts qui séjournent trop brièvement sur le territoire pour ne pas avoir une vision sommaire de ses réalités. Sur le plan local, le service territorial des archives n'a longtemps existé que sur le papier et la conservation des données demeure très lacunaire dans les différents services techniques. La fréquence du rythme de rotation des chefs de service, dont beaucoup sont expatriés, accentue le phénomène et ce n'est qu'à force de patience et de recoupements laborieux qu'il est possible de reconstituer des séries de chiffres remontant jusqu'au début des années 60.

Il faut aussi mentionner la chape de secret qui a pesé et continue de peser sur les activités du Centre d'Expérimentation du Pacifique et ses retombées militaires et civiles. A cela s'ajoute le danger de prendre en compte des chiffres erronés qui, à force d'être véhiculés, finissent par recevoir une sorte d'estampille officielle. Paradoxalement, les données recueillies auprès des petits producteurs ont une fiabilité plus grande en raison d'une méthode de travail qui recourt à de multiples recoupements, en raison aussi d'informations délivrées avec d'autant plus de spontanéité que l'absence d'impôt sur le revenu évite aux questions posées d'apparaître comme une inquisition de caractère fiscal.

- En plus de la difficulté à obtenir des informations chiffrées homogènes et crédibles, s'est posé un problème d'interprétation plus général. Il est lié au décalage entre le discours et la pratique qui fait que la politique suivie, tout en faisant apparemment le pont entre la théorie et les faits, conserve une finalité qui lui est propre. Les concepts de développement autocentré, de revitalisation des régions périphériques, d'encouragement de la petite production se réduisent parfois à des mots-clés qui sont déviés ou vidés de leur sens par les acteurs sociaux concernés. Ils sont invoqués par les représentants politiques pour répondre à des enjeux de pouvoir et habillent chez les experts un discours technocratique immuable. Quant aux autorités territoriales, il leur arrive de les utiliser pour leur pouvoir évocateur ou leur caractère réducteur des particularismes locaux afin

d'obtenir du pouvoir central les fonds qui leur sont nécessaires. Il s'agit souvent moins d'un camouflage explicite que de la rencontre de deux logiques différentes qui aboutit de part et d'autre à un modus vivendi et favorise moins la mise en oeuvre d'un développement endogène qu'un renforcement de la dépendance.

B - limites de la démarche suivie

L'éloignement du terrain et la formalisation du travail accompli permettent avec du recul de mieux discerner les avantages et les insuffisances de la démarche suivie.

- Ce sont les insuffisances qui apparaissent les plus évidentes. La modification en cours de route de la problématique de travail a été imposée par une meilleure connaissance de la réalité étudiée mais elle découle également d'un point de départ flou et mal établi. Le secteur non structuré qui en constitue l'un des piliers apparaissait en 1978 comme un nouveau paradigme permettant une meilleure approche des problèmes de développement. L'engouement suscité par cette notion tend aujourd'hui à s'estomper et son déclin relatif semble moins lié à un pouvoir explicatif insuffisant qu'à une évolution du contexte et de la conjoncture internationale.

Une autre faiblesse est inhérente au fait que la méthodologie employée se répercute sur les résultats acquis et introduit un biais difficile à esquiver. Le souci de préciser les contours du travail d'enquête conduit ainsi à n'envisager que la production à petite échelle mesurable et à ne le faire que dans deux secteurs donnés. Cette approche laisse dans l'ombre les activités domestiques dont le produit est destiné à être autoconsommé ou échangé dans le cadre de dons ou de contreprestations en nature. Dans le domaine de la pêche artisanale, une partie relativement importante de l'effort de production échappe de la sorte à la mesure et à l'appréciation. De la même manière, on ne peut se dissimuler que, faute d'investigation en profondeur dans d'autres secteurs d'activité, toute extrapolation demeure hasardeuse et dépourvue de fondement rigoureux.

La méthode d'enquête mise en oeuvre ne s'applique également qu'à des populations restreintes et elle suppose une acclimatation au milieu qui demande du temps. Fruit d'un long apprentissage et d'expériences successives, elle présente un caractère empirique et personnel qui la rend difficilement transmissible et transposable telle quelle dans ses éléments constitutifs.

S'y ajoutent les inévitables biais liés à une longue présence sur le terrain qui favorise une bonne imprégnation avec le milieu étudié mais ne facilite pas la prise de distance souvent nécessaire. La chaleur humaine qui accompagne une meilleure connaissance des individus peut faire apparaître désséchante une rigueur intellectuelle qui impose une analyse froide et lucide. Et une identification trop forte au milieu peut conduire à une autocensure involontaire dans la présentation ou la formulation des résultats.

- L'autocritique du travail accompli laisse aussi apparaître des points plus positifs. En s'efforçant de lier le concret et l'abstrait, le particulier et le général, le complexe et le simple, l'approche employée permet d'appréhender des aspects de la réalité qui ne peuvent être saisis de façon quantitative pour des raisons de fond aussi bien que de forme ou de circonstance. Elle permet en même temps de les replacer dans leur contexte grâce à une analyse globale plus quantitative qui met en évidence des régularités et facilite l'établissement de comparaisons dans le temps et dans l'espace sans pour autant verser dans une abstraction qui vide de toute signification concrète l'objet d'étude.

Par un va et vient constant entre l'univers de l'enquêté et celui de l'enquêteur, entre celui du "développé" et celui du "développeur", elle montre comment se rencontrent, s'opposent ou se complètent des mentalités, des logiques et des valeurs qui restent hétérogènes même si elles tendent de plus en plus à se conjuguer ensemble.